



# FRANCE

## Retraites : pas de trêve pour le gouvernement

Matignon affiche sa détermination face à une base syndicale encore largement mobilisée à la SNCF et à la RATP

**L**e scénario noir est à l'œuvre. Emmanuel Macron a beau avoir appelé, samedi 21 décembre, à « l'esprit de responsabilité » des personnels de la SNCF et de la RATP mobilisés contre la réforme des retraites, l'édition 2019 des fêtes de Noël restera dans les mémoires comme un épisode de paralysie important des transports publics. « Il est des moments dans la vie d'une nation où il est bon de savoir faire trêve pour respecter les familles et la vie des familles », avait estimé le chef de l'Etat depuis la Côte d'Ivoire, où il était en déplacement. Las, après un premier week-end de départs en vacances compliqué pour les voyageurs, seulement 40 % des TGV et TER circulaient, lundi. Le trafic était encore plus perturbé, mardi, avec simplement deux TGV sur cinq en circulation, au vingtième jour de la mobilisation.

Le gouvernement croyait avoir fait le plus dur, le 19 décembre, en parvenant à convaincre les dirigeants de la CFDT et de l'UNSA d'appeler à la trêve. Mais la base syndicale ne s'en est pas laissé conter. « La problématique des syndicats, c'est qu'il y a un gros décrochage entre la tête et les jambes. La tête négocie, mais en réalité, la base ne va pas toujours dans le même sens », déplore la députée (LRM) de Paris, Olivia Grégoire.

### « Bataille »

En montrant des signes d'ouverture sur le minimum de pension ou le rythme de transition vers la fin des régimes spéciaux, le

gouvernement estimait avoir fait des gestes. « *Le dialogue s'est détendu avec les confédérations. Nous attendons une prise de conscience progressive du compromis qui a été mis sur la table* », défend-on dans l'entourage du premier ministre, Edouard Philippe. En clair, que le ruissellement fasse son œuvre. « *Les propositions mises sur la table à la RATP et à la SNCF doivent permettre de reprendre le travail et d'assurer le service public indispensable dans cette période* », a encore estimé le nouveau secrétaire d'Etat aux retraites, Laurent Pietraszewski, le 22 décembre, dans *Le Journal du dimanche*.

Décrocher une trêve du côté des syndicats réformistes devait permettre de s'enlever un peu de pression, alors que la CGT et Force ouvrière (FO), qui réclament le retrait pur et simple de la réforme, sont de leur côté unis de la base au sommet contre le texte. Une opposition frontale qui permet au gouvernement d'afficher sa détermination. « *Nous ne reviendrons pas sur la suppression des régimes spéciaux* », a prévenu M. Pietraszewski. « *Pour faire rouler les trains à Noël, il faudrait retirer le projet ? Ce n'est pas envisageable* », estime, pour sa part, une ministre, qui reconnaît l'existence, en ce moment, d'« *une bataille vis-à-vis de l'opinion publique pour faire porter la responsabilité des blocages* ».

Faudra-t-il blâmer, lors des discussions autour de la dinde, Emmanuel Macron ou bien Phi-

lippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, du fait de ne pas avoir eu son train ? « *Beaucoup de Français ne sont pas vraiment contre la réforme mais pas vraiment pour le gouvernement* », résume une secrétaire d'Etat.

Selon un sondage IFOP publié dans *Le Journal du dimanche* le 22 décembre, 51 % des Français soutiennent ou expriment de la sympathie envers la mobilisation (trois points de moins en une semaine). La période de Noël pourrait aider à trancher ce sentiment mitigé, dans un sens ou dans l'autre. « *Nous devons prouver que nous aurons tout fait pour qu'il n'y ait pas de blocages* », résume un membre du gouvernement.

### Manifestation le 9 janvier

Raison pour laquelle Matignon a annoncé dans un communiqué, dès lundi, le calendrier des négociations qui se tiendront à la rentrée. Edouard Philippe et le ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer se sont entretenus avec le président de la République le jour même. Une manière de montrer que la main du gouvernement serait toujours tendue. Le 6 janvier, Edouard Philippe doit notamment proposer aux partenaires sociaux « *une méthode de travail* » concernant la question de l'équilibre financier du système de retraite, et donc de l'âge pivot de 64 ans tant décrié par la CFDT (entre autres). Jean-Michel Blanquer, recevra, la semaine du 13 janvier, les syndicats



enseignants pour baliser les six mois de négociation à venir en vue d'aboutir « à un protocole d'accord sur des scénarios de revalorisation » salariale. D'autres ministres (Agnès Buzyn, Olivier Dussopt, Muriel Pénicaud, Laurent Pietraszewski) seront pour leur part mobilisés à compter du 7 janvier pour aborder avec les syndicats des questions telles que la pénibilité ou les fins de carrière. Trois jours avant une nouvelle journée de manifestations dans

tout le pays, le 9 janvier, à l'appel de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, FSU, etc.). En attendant, l'exécutif entend afficher l'image d'un pouvoir concerné et en empathie avec les Français victimes de blocages. « *Le gouvernement est à la tâche, sans relâche, à la disposition de chacune et de chacun, chaque heure et chaque jour. Il n'y aura pas de trêve pour*

*le gouvernement* », a prévenu Emmanuel Macron, samedi, depuis la Côte d'Ivoire, où il a tenté d'éviter autant que faire se peut les images de liesse ou de farniente.

« *Le boulot continue. On verra des ministres dans les quinze prochains jours* », jure-t-on à Matignon. Edouard Philippe, qui doit partager son temps entre Paris et la Normandie, n'a pas prévu de déplacement dans l'immédiat, selon son entourage. « *Si nécessaire, il est là* », assure néanmoins un proche. « *On est en veille, à Paris* », assure-t-on de même au sein du cabinet du secrétaire d'Etat aux transports, Jean-Baptiste Djebbari. De son côté, le chef de l'Etat devrait se faire discret et donner rendez-vous pour ses vœux le 31 décembre. En espérant que les Français auront d'ici là bien digéré leur repas de Noël. ■

OLIVIER FAYE

**« Nous devons prouver que nous aurons tout fait pour qu'il n'y ait pas de blocages »,  
résume un membre du gouvernement**



► 26 décembre 2019



Edouard Philippe, en présence d'Agnès Buzyn et de Laurent Pietraszewski, à Matignon, le 19 décembre. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »